Séance publique du 21 juin 2005

Délibération n° 2005-2713

commission principale : déplacements et urbanisme

commune (s) : Lyon 3° - Lyon 6° - Lyon 7° - Lyon 9°

objet : **Rive gauche du Rhône - Aménagement - Convention de superposition de gestion du domaine public fluvial sur l'emprise des bas-ports, convention d'occupation temporaire pour l'entretien des îles du Bretilod et modification du périmètre de la concession fluviale**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Espaces publics

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mai 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Comme le prévoit la charte de partenariat du 8 novembre 2002 avec voies navigables de France, l'emprise des bas-ports de la rive gauche du Rhône à Lyon doit faire l'objet d'une disposition de superposition de gestion au bénéfice de notre collectivité pour que la Communauté urbaine puisse obtenir le droit de les aménager en espaces paysagers ouverts au public et d'en assurer leur gestion.

Compte tenu du fait que de nombreux équipements seront gérés, dans le cadre de cet aménagement, par la ville de Lyon, il apparaît préférable que la convention de superposition de gestion soit tripartite entre l'Etat, la ville de Lyon et la Communauté urbaine.

Cette superposition de gestion concerne l'ensemble des bas-ports de la rive gauche du Rhône, de l'aval du pont Poincaré à l'aval du pont Pasteur.

La zone des îles du Bretilod, hors bas-port, ne peut pas faire l'objet d'une superposition de gestion, car située dans le lit mineur du Rhône, mais d'une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la ville de Lyon et de la Communauté urbaine. Cette disposition confierait à nos collectivités le droit d'assurer la gestion de ces îles et de procéder à leur entretien dans le cadre du projet d'aménagement de la rive gauche du Rhône.

Compte tenu de ces nouvelles dispositions, il y a lieu de revoir le périmètre de la concession fluviale dont l'objet est l'utilisation de la berge en vue de la création d'une zone portuaire affectée au stationnement des bateaux et établissements flottants. L'emprise de cette concession sur le bas-port de cinq mètres de large ne se justifie plus avec la superposition de gestion : elle devrait se limiter à l'emprise des équipements d'amarrage des bateaux, c'est-à-dire 1,50 mètre.

Par ailleurs, le projet d'aménagement prévoit des stationnements de bateaux au nord du pont de Lattre de Tassigny, ce qui nécessite d'étendre le périmètre de la concession sur 150 mètres en amont de ce pont.

En outre, quai Claude Bernard, le périmètre de la concession devra être étendu sur la partie située au droit de l'ancienne aire réservée à l'atterrissage d'hélicoptères et qui était exclue de la concession.

Ces modifications du périmètre pourraient se faire par voie d'avenant à la concession actuelle.

En accord avec voies navigables de France, il conviendrait aussi d'inclure dans cet avenant une zone de vingt mètres de large dans l'eau à partir du perré de la rive droite de la Saône à Lyon 9°, quai du Commerce et quai Paul Sédaillan, entre les rues Rhin et Danube et Jean Marcuit.

Cette zone qui, d'après le plan bleu, est prévue pour le stationnement de bateaux pourrait aussi accueillir une halte fluviale sur le tronçon de bas-port, situé face à la rue du Four à Chaux, qui vient d'être libéré de son ancienne occupation par une centrale à béton.

Aussi est-il soumis à l'approbation du Conseil :

- la convention de superposition de gestion des bas-ports de la rive gauche du Rhône entre les ponts Poincaré et Pasteur,
- la convention d'occupation temporaire sur le secteur du Bretillod,
- les modifications du périmètre de la concession, à savoir :

. les extensions au nord du pont de Lattre de Tassigny, quai Claude Bernard au droit de l'ex-hélisurface sur le Rhône et sur la Saône, quais du Commerce et Paul Sédaillan,

. la réduction, à 1,50 mètre au lieu de 5, de la largeur d'emprise sur le bas-port de la rive gauche du Rhône ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer la convention tripartite de superposition de gestion, ainsi que la convention d'occupation temporaire pour le secteur du Bretillod, à conclure entre l'Etat, la ville de Lyon et la Communauté urbaine.

2° - Demande au représentant de l'Etat un avenant à la concession fluviale.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,